

Le SDRIF et le Grand Paris au coeur des travaux des 13èmes assises du Parc Floral

L'Amif déroule le tapis rouge pour Christian Blanc

La pression monte chez les maires à la veille d'annonces cruciales du Président de la République qui conditionneront, ces prochaines années, la vie quotidienne des 12 millions d'habitants de l'île de France... On le sait, ces choix du Président Sarkozy seront faits, fin Avril, à partir des "propositions Blanc" et de la "commission Balladur". Ils seront, aussi, au coeur des débats des 13ème assises de l'AMIF la semaine prochaine (du 7 au 9 Avril) au Parc Floral de Paris. Une semaine chargée pour son président Claude Pernès qui, pour tout mettre sur la table, a réuni un plateau particulièrement riche et dont le "discret" Secrétaire d'Etat au "Grand Paris" sera l'invité vedette, comme il l'explique, ici, à "Première Heure" "Nous sommes à un moment politique et donc médiatique assez exceptionnel plan

de relance, SDRIF, Grenelle de l'environnement, Grand Paris, Commission Balladur. Or le Grand Paris est, à juste titre, au carrefour de toutes les réflexions réformatrices, régionales et nationales. Aussi j'ai essayé de bâtir un plateau pour ces assises qui tiennent compte de ces réalités et qui donnera la parole à Christian Blanc - dont les interventions sont rares. Il faut donc partir des premières réflexions commencées avec l'élaboration du SDRIF - une importante réflexion à 2015-2020 -, alors que l'on ne parlait pas encore de la commission Balladur, où M. Blanc n'avait pas été nommé, et où les architectes qui ont travaillé sur le Grand Paris n'avaient pas rendu leur travail. C'est pourquoi j'ai invité Mireille Ferri (vice-présidente du conseil régional), précisément pour qu'elle nous dise comment s'est déroulée l'élaboration

du SDRIF, l'importante consultation qui a suivi, la tenue des débats dans les départements. Après que M. Blanc a été nommé, apparurent les premières divergences. Il semblerait que celui-ci ne trouve pas le SDRIF assez ambitieux. Nous sommes donc, aujourd'hui, à un moment juridique crucial. (suite pages 2 et 3

Liaisons TGV

2.000 km de lignes
à grande
vitesse d'ici 10 ans

Le "Grand Paris" au menu des Assises de l'Association des maires franciliens

Claude Pemès : "Nous sommes à un moment politique exceptionnel"

PH : Ces assises tombent donc à pic ?

CP : Oui, sans oublier cette initiative qui a pris une grande ampleur et un élan particulier : le Grand Paris, ou plutôt Paris Métropole, sous l'impulsion de Bertrand Delanoë, de Pierre Mansat, et l'intérêt porté par Roger Karoutchi. Mois après mois, Paris Métropole s'est cristallisé sur le plus petit dénominateur commun, c'est-à-dire un syndicat mixte d'études – qui pourrait avoir cependant une plus grande ambition. Le projet a entraîné l'initiative de Pierre Mansat, et celle de la commission ad hoc de Jean-Paul Planchou, président du groupe PS au conseil régional. "Scénarii sur Paris Métropole" pour savoir comment le projet pourrait s'insérer dans la démarche du SDRIF. Enfin, il ne faut pas oublier la démarche de la Chambre de Commerce de Paris dont le président Pierre Simon a demandé de faire valoir le point de vue des entreprises. Et pour faire bonne mesure, Jean-Claude Boucherat, président CESR, va donner sa réflexion. Pour être complet, je vais donner la parole à Carole Cayeux, maire de Beauvais et présidente de l'Association des villes du Bassin parisien. Elle dira ce qu'elle pense des propositions de la commission Balladur sur le regroupement des départements. Le danger est de faire un Grand Paris puissant avec autour un désert. Dans le débat aussi, les dix équipes d'architectes. Aussi SDRIF, Grand Paris, Commission Balladur, Concours d'architectes du président de la République, Grand Bassin parisien, nous sommes au carrefour d'une actualité effervescente.

PH : Au sein de ces ateliers, M. Blanc va prendre la parole. Est-ce que l'on en saura davantage ?

CP : M. Blanc a déjà évoqué son projet en parlant des grandes portes de la région capitale, des moyens de transports : voyez la polémique avec Jean-Paul Huchon ! Il a déjà donné quelques indications sur son projet : grands territoires de projets comme le Plateau de Saclay, aéroports, universités. Et M. Blanc s'est placé au-delà de l'échéance fixée par le schéma directeur. Je crois donc qu'il pourra nous en dire quelque chose, et préciser certains aspects. Mais, comme vous le savez, l'annonce définitive est réservée au président de la Ré-

publique, prévue le 29 avril. Mais il est évident que nous sommes en plein dans un débat – les choses bruissent – et les enjeux sont importants. Je crois que le débat avance. Et pour ma part, j'essaierai que les interlocuteurs nous disent un maximum de choses.

PH : Sur le Grand Paris, l'AMIF a fait quelques sondages auprès des ses adhérents. Quelles sont les orientations qui recueillent un consensus ?

CP : Un sondage CSA auprès du grand public sur le Grand Paris fait apparaître que la population était plutôt d'accord pour la fusion des départements. Or les 1.281 maires d'Ile-de-France que j'ai fait interroger sur ces mêmes questions donnent un point de vue différent. Il existe des différences d'appréciations suivant que l'élu est maire d'une commune de moins de 5.000 habitants, de plus de 10.000 habitants, maire en petite ou en grande couronne. Nous n'avons pas tous les résultats. Mais j'ai cherché à savoir quelles sont leurs préoccupations majeures. Ce sont les finances locales, le logement, les transports. Et j'ai cherché à savoir s'ils étaient sur la même longueur d'onde que les propositions de la commission Balladur de suppression des départements, de modification du périmètre de la région. Or là, je suis certain que nous n'aurons pas une majorité de maires favorables aux propositions de la commission Balladur. En revanche, je note un ensemble d'avis assez diversifié : les maires sont d'accord pour que les choses bougent, il faut le reconnaître.

PH : Le citoyen de base est déboussolé par cette tornade de propositions, de projets, confronté à des débats techniques, parfois byzantins, alors qu'il est préoccupé par trois dossiers : logement, emploi, transport. L'enjeu politique ne l'a-t-il pas emporté sur la réforme ?

CP : Si l'on parle de la chose publique perçue par le citoyen, il faut se référer à l'échelon qui lui est familier : celui de la commune, et donc du maire. Celui-ci est son interlocuteur. D'ailleurs, le citoyen est, je crois, favorable à l'idée que la commune soit dotée de la clause de compétence générale. Il connaît encore le département par l'action sociale et le rôle de gestion des collèges. Mais sur le rôle de la région, du STIF, c'est plus

flou. Or le débat sur le Grand Paris a cette vertu d'éclairer le rôle des divers échelons auxquels sont accrochées des compétences, de faire valoir la complexité du réel, et donc d'inviter le citoyen à se saisir de ses propres affaires, lui qui réside dans une grande région vouée à un rôle européen majeur. D'où ce débat citoyen, sur les structures, mais indirectement aussi sur l'emploi, le logement, les transports, trois domaines qui dépendent de la nature de la structure que l'on va adopter. Le débat qui, encore une fois n'est pas politique, est bien aussi de savoir à quel niveau on doit traiter avec le plus de pertinence et d'efficacité chacun de ces trois dossiers. C'est là encore l'un des aspects de nos assises de la semaine prochaine...

Hervé Guénot

Bourg-la-Reine teste l'éclairage public à distance..!

Bourg-la-Reine expérimente la gestion numérique de l'éclairage public avec pour objectif une gestion "durable" du parc lumière de la Ville avec 30% d'économies d'énergie réalisées. L'éclairage public est l'un des principaux pôles de dépenses et de consommation d'énergie des collectivités. Ainsi dans la Rue Charpentier, grâce à une gestion optimale des points lumineux qui sont activés, désactivés ou dont la puissance lumineuse est abaissée, les tests ont enregistré près de 30% d'économies d'énergie, une diminution des émissions de CO2 et une réduction de la pollution lumineuse nocturne. En cas de panne de l'éclairage, des équipes d'intervention de l'installateur Citeos sont immédiatement alertées. Elles peuvent réaliser un diagnostic à distance, ce qui leur permet d'optimiser les interventions et de traiter les pannes en moindre temps. Si le projet était étendu à toute la ville, près de 10.000 euros d'économies d'énergie pourraient être réalisées chaque année. A terme, outre les candélabres, ce système de gestion pourrait également inclure des bornes Wifi, des caméras de surveillance ou d'autres équipements urbains tels que des bornes d'accès à des espaces spécifiques (ex : pompiers, gendarmerie, etc.).

Programme des Assises de l'Amif les 7, 8 et 9 avril au Parc Floral de Paris

Mardi 7 avril

10h inauguration et visite du Salon, 12h Discours officiels en présence de Michèle Alliot-Marie ministre de l'Intérieur de Brice Hortefeux, ministre du Travail, Rachida Dati Garde des Sceaux, Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, Valérie Pécresse ministre de l'Enseignement Supérieur, Roger Karoutchi secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement Valérie Letard, secrétaire d'Etat à la Solidarité, Jean-Paul Huchon, président du Conseil Régional, Bertrand Delanoë, maire de Paris, Jean-Claude Boucherat, président du CESR, Yazid Sabeg Commissaire à la Diversité et à l'Egalité des Chances 13h

Dejeuner inaugural 15-17h Salle 1 Remise des Trophées des Villes et Villages Fleuris par le CRT Salle 2 Atelier "Les maires face aux défis des Grands Paris" animé par Claude Pernes, président de l'Amif avec la participation de Christian Blanc, secrétaire d'Etat chargé du Développement de la Région Capitale Intervenants Mireille Ferri, vice-présidente d'Ile-de-France chargée de l'Aménagement du Territoire Claude Bartolone, député, président du Conseil Général de Seine-St-Denis, Caroline Cayeux, maire de Beauvais présidente de l'Association des Villes du Grand Bassin Parisien, Pierre Mansat, adjoint de Paris chargé de "Paris métropole" et des relations avec les collectivités d'Ile-de-France, Jean-Paul Planchou maire de Chelles, Conseiller régional Jean-Claude Boucherat, Pierre Simon, président de la CCIP, Jean Gautier, directeur chargé de l'architecture au Ministère de la Culture **Salle 3** : Agence de l'Eau

Mercredi 8 avril

9h Petit Déjeuner ARCCOL (Association Nationale des Responsables de Cabinet des Collectivités Locales) 10-12h Salle 1 Atelier "Les maires face aux inégalités financières (FSRIF DSU, TP)" animé par Philippe Laurent, maire de Sceaux président de la commission Finances Locales de l'Amif Intervenants

Yanick Paternotte, députe-Maire de Sannois, président de l'Union des Maires du Val d'Oise vice-président de l'Amif, Marie-Pierre de La Gontrie, 1ère vice-présidente du Conseil régional chargée des Finances, Jacques Bravo, maire du 9ème arr de Paris 1er vice-président de l'amif, Jacques BOURGOIN, maire de Gennevilliers Jacques Monter, rapporteur permanent de la commission des finances au CESR **Salle 2** Atelier "Aximum" **Salle 3** Atelier Amif/Artesi Ile-de-France "Comment Internet

participe aux enjeux des politiques publiques de nos villes" avec Patrice Posez, adjoint de Joinville-le-Pont, président de la Commission NTIC de l'Amif, Pascale Luciani-Boyer adjointe de St-Maur-des-Fosses Loïc Damiani-Aboulkheir, conseiller municipal de Fontenay-sous-Bois, Yannick Landais, délégué général Artesi Ile-de-France, Céline Faivre, directrice de MEGALIS, Philippe Soulier, directeur GIE Acteurs de "Liberaccés", Franck Geoffroy, directeur commercial de Extelia, François Chassery, directeur commercial de Certinomis

11h30 Cocktail Association des directeurs de cabinet des Collectivités Socialistes et Républicaines

12h au stand Amif cocktail de l'Union des Maires de Seine-et-Marne et cocktail de l'Union des Maires du Val d'Oise

13h Dejeuner des Maires

15-18h Salle 1 Atelier "Les maires face aux difficultés de financement des projets Anru" animé par Xavier Brivet, rédacteur en chef de "Courrier des Maires et des élus locaux" avec la participation de Fadela Amara, secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville intervenants Gérard Hamel, député-maire de Dreux, président de l'ANRU, Gerard Segura, maire d'Aulnay-Sous-Bois, président de la commission Rénovation Urbaine de l'AMIF, Jean-Luc Laurent, vice-président du Conseil régional maire du Kremlin-Bicêtre, président de l'Etablissement Public Foncier d'IDF, Philippe Pemezec, maire du Plessis-Robinson, vice-président du CG 92, Pierre Carli, président de L'AORIF - l'Union Sociale pour l'Habitat d'Ile-de-France Michel Langlois, président de la commission Ville, Habitat du CESR **Salle 2** Atelier "Les maires face à l'imbroglio des transports" animé par Michel Namura président régional du Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales (SNDGCT) Intervenants Gilles Catoire, maire de Clichy-la-Garenne Stéphane Beaudet, maire de Courcouronnes, Sophie Mougard, Directrice Générale du STIF, Daniel Rabardel, auteur du rapport du CESR sur la révision du PDU, président du Comité des Partenaires du STIF, Alain Estival, président de la Fédération Nationale des Artisans Taxis Christian Cochet, directeur délégué du Transilien SNCF Seymour Morsy, directeur du Développement et Action territoriale de la RATP **Salle 3** Atelier "GRDF"

Jeudi 9 avril

8h30 Petit déjeuner Collocab (Association des Collaborateurs de Cabinet des Collectivités issues de la Droite républicaine et du Centre), 10-12h Salle 1 Atelier "Les maires face aux opportunités de la relance" animé par Ali Laidi, Journaliste "France 24" avec la participation de Patrick Devedjian, ministre chargé de la Mise en œuvre du Plan de Relance Intervenants Dominique Voynet, sénateur-maire de Montreuil, Michel Teulet, maire de Gagny, conseiller Général de la Seine-St-Denis, Alain Audoubert, maire de Vitry-sur-Seine, Jacques J.P Martin, maire de Nogent-sur-Marne, Jean Luc Guttard, directeur commercial et ingénierie financière France de DEXIA, Patrice Idier, délégué régional du Groupe La Poste en Ile-de-France **Salle 2** Atelier "Les maires face aux ambitions du Grenelle de l'environnement" animé par Pierre-Marie Vidal, directeur de la rédaction "Acteurs Publics" Intervenants Marie-Hélène Lopez-Jollivet, maire de Vernouillet, Jean-Pierre Le Poulain, maire d'Avon, président de la Commission "Agenda 21 et Développement Durable" de l'AMIF, Michèle Rousseau, directrice adjointe à la Commissaire Générale au Développement durable au ministère de l'Ecologie, Michel Vampouille, vice-Président du Conseil Régional chargé de l'Environnement, Gérard Ader, vice-président de la Commission Agriculture, Environnement et Ruralité du CESR, Robert Lion, président de Greenpeace-France, Lionel Poignant, directeur du Développement BATEG, groupe VINCI, Bruno Lanier, délégué Régional Ile-de-France d'EDF 12h à l'AGORA Remise des "Trophées de l'innovation pour l'accessibilité des communes de l'Ile-de-France"

13h Dejeuner de clôture

15h-17h Salle 1 Remise du Prix de la Presse municipale **Salle 2** Atelier "Eco Emballages" **Salle 3** Atelier Amif / Ministère de l'Education Nationale "Les TIC dans nos écoles le champ des possibles !" Intervenants Pascale Luciani-Boyer adjointe de St-Maur, Jean-Yves Capul, sous-Directeur des TICE au Ministère de l'Education, Guy le Doeuff, maire d'Ormesson sur Marne, Alexandre Garcia, responsable du projet ENT pour la ville de Limoges, Geneviève Pouchin, porteur du Projet RELI@association Maison des enseignants, Jean-Pierre Archambaut, agrégé de mathématiques et coordinateur du pôle logiciel libre du SCEREN